



## Kanaky

La répression coloniale doit cesser !  
La loi sur le « dégel du corps électoral » doit être retirée.  
Solidarité avec le peuple kanak

Depuis des semaines, le peuple kanak, ses alliés, ses organisations politiques sociales, syndicales, ses élus... n'ont cessé de dire leur opposition au projet de loi sur le « dégel du corps électoral » que Macron, le gouvernement Attal, la majorité macronienne, la droite et l'extrême droite veulent imposer.

Les manifestations pacifiques et massives se sont succédé en Kanaky Nouvelle Calédonie, avec le slogan « non au dégel du corps électoral ». Le Premier Mai, à Nouméa, à Paris et dans plusieurs villes en France cette revendication a été portée par des cortèges de kanaks, de wallésiens... suscitant la sympathie et le soutien du mouvement syndical.

Rien n'y a fait et Macron et le gouvernement Attal ont persisté dans leur projet qui veut « tourner la page » des accords de 1988 et 1998, qui ouvraient la voie à un processus de décolonisation, aspiration légitime du peuple kanak, reconnue internationalement, y compris par l'Onu.

Macron n'a pas hésité à brandir la convocation rapide du Congrès, à Versailles, pour entériner cette loi qui ferme la porte au processus de décolonisation engagé avec les accords de 1988 et 1998 et renforce les mécanismes de domination coloniale.

Le peuple kanak ne l'accepte pas et s'est révolté. Sa colère est juste, ses exigences sont légitimes.

Des barrages, des saccages, des émeutes se sont développés, avec notamment la participation des jeunes kanaks qui ne trouvent pas leur place dans la société calédonienne profondément inégalitaire qui les exclut et les marginalise.

Le gouvernement a tout de suite répondu par la répression, le déploiement de moyens militaires et policiers engagés dans les opérations contre insurrectionnelles. Il a instauré l'Etat d'urgence, procède à des centaines d'arrestations et limite l'accès aux réseaux sociaux. Les milieux extrémistes caldoches organisent des milices armées en toute impunité. Le nombre de morts est déjà élevé et celui des blessés est sous-estimé.

Le gouvernement n'hésite pas à brandir de façon grossière les « ingérences extérieures », sous-entendu la Chine, la Russie... pour essayer d'éluder son écrasante responsabilité dans la grave situation qui règne en Kanaky et dans l'ampleur des émeutes et de leurs conséquences. Cela encourage les extrémistes caldoches à faire de la surenchère.

Les organisations kanaks appellent au calme. Un grand nombre d'organisations, de personnalités, en France ont exprimé leur solidarité avec le peuple kanak et demandent le retrait de la loi honnie.

Le peuple kanak et ses organisations ont besoin de notre solidarité.

Nous appelons à développer les actions de solidarité à travers les cadres unitaires qui reprennent les exigences du peuple kanak.

Paris, 21 mai 2024

**Parti Communiste des Ouvriers de France**

[www.pcof.net](http://www.pcof.net) – [pcof@pcof.net](mailto:pcof@pcof.net) – [facebook.com/PartiCommunistedesOuvriersdeFrance/](https://facebook.com/PartiCommunistedesOuvriersdeFrance/)